

Le 22e Congrès international de géographie, Montréal 1972

Paul Claval

Volume 17, numéro 41, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021123ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021123ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Claval, P. (1973). Le 22e Congrès international de géographie, Montréal 1972. *Cahiers de géographie du Québec*, 17(41), 343-347.
<https://doi.org/10.7202/021123ar>

NOUVELLES GÉOGRAPHIQUES

LE 22e CONGRÈS INTERNATIONAL DE GÉOGRAPHIE, MONTREAL 1972

Les Congrès Internationaux attirent tant de monde autour de thèmes si variés qu'il est impossible à un observateur isolé d'en dresser un panorama fidèle. Il ne peut que se fier à ses impressions, souligner les tendances qui lui paraissent se dessiner ou se confirmer. Une analyse objective demanderait le concours de géographes venus d'horizons éloignés — mais peut-être retomberait-on dans l'écueil qu'il convient d'éviter, celui de la pulvérisation, de l'éclatement.

Au moment de la préparation, on a pu croire un moment que la participation au Congrès de Montréal serait moins importante qu'aux réunions précédentes, mais ces pronostics pessimistes se sont révélés faux. Plus de deux mille géographes venus de tous les pays du monde ! C'est une gageure que d'accueillir une telle foule, de la loger, de l'orienter dans un système rendu complexe par la multiplicité des symposia, des commissions, des sections, des expositions et des excursions. Les organisateurs canadiens ont su canaliser la foule, éviter les contretemps et les improvisations. L'impression était celle d'une mécanique bien huilée, fonctionnant sans à-coup. L'Université de Montréal offrait un cadre à la mesure d'une assemblée aussi nombreuse. Les congressistes ont bénéficié, hors des séances, de l'agrément des pentes du Mont-Royal, et en ont d'autant mieux joui que le temps était frais et variable, comme en Angleterre à la même saison . . .

La foule était bariolée, mais la prépondérance de l'élément occidental, et parmi lui, des Anglo-Saxons était massive. Les représentants de l'Europe de l'Est étaient nombreux, mais ne pouvaient équilibrer par leur masse ceux d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord. Les pays en voie de développement ne représentaient qu'une minorité assez faible — l'Amérique latine n'avait envoyé que des délégations relativement modestes. L'Afrique était mal représentée. L'Asie l'était mieux grâce à l'Inde, et grâce aussi au Japon.

Bien que le Congrès se soit tenu dans la seconde ville francophone du Monde, et dans une Université francophone, la place des deux langues officielles a été très inégale. La plupart des géographes nord-américains ignorent le français. La forte représentation de l'Angleterre, celle très forte des États-Unis et du Canada ont bien souvent transformé les séances en réunions où régnait l'atmosphère des clubs fermés; une minorité d'initiés, appartenant aux grandes universités anglo-saxonnes y échangeaient des nouvelles sur l'état de leurs travaux, dans une langue rendue ésotérique par l'emploi des techniques statistiques sophistiquées qui ont fait leurs preuves depuis une quinzaine d'années. Le reste des délégués faisait tapisserie. Les francophones éprouaient une certaine gêne à utiliser leur langue, tant ils étaient certains de ne pas être entendus de la majorité. Pour pénétrer dans le cercle des initiés, une certaine surenchère se produit : beaucoup de jeunes géographes venus des pays en voie de développement ont ainsi fait l'effort de maîtriser les techniques les plus modernes. Certains ont fait des interventions remarquées dans ces matières — les Nigériens ou les Hindous en particulier. On peut se demander cependant s'il ne se produit pas de la sorte une distorsion préju-

* Voir l'analyse effectuée par M. Gilbert CESTRE, p. 353-356, et notamment le tableau 1, p. 354.

diciable à la fois à la géographie et à l'intérêt des pays dont le problème majeur demeure celui de la croissance et de la lutte contre la pauvreté. C'est en tout cas l'impression qu'éprouvaient certains collègues venus de ces pays, ainsi que me l'a confié Milton Santos.

Que le français n'ait joué qu'un rôle aussi modeste à Montréal pose évidemment un problème. Les Québécois ont largement contribué aux travaux de toutes les commissions. Les représentants de la France étaient assez nombreux — plus d'une centaine — mais leurs interventions étaient sans doute insuffisamment coordonnées. Au total, il semble bien qu'il n'y ait plus un nombre suffisant d'anglophones qui comprennent notre langue pour que l'organisation actuelle se maintienne : il conviendrait, pour toutes les réunions, de prévoir des traductions simultanées — mais cela risque d'être bien lourd.

Les Congrès de Géographie sont nés dans une Europe sensible aux jeux de la mondanité et de l'élégance. La tradition ne s'en est pas perdue, et le dîner commun comme les réceptions offertes par les Universités de Montréal et les différentes délégations constituaient, un peu en marge du Congrès scientifique, un second Congrès, celui où l'on a l'occasion de parler, de faire connaissance — celui qui pèse souvent le plus, lorsqu'on dresse le bilan de la participation, puisque c'est alors que se nouent les relations personnelles si précieuses par la suite. Ce second congrès, plus diffus, plus divers, se tenait en marge du premier, dans la basse ville, laissant le campus de l'Université de Montréal désert à partir de 6 heures de l'après-midi.

La multiplicité des lieux et des activités interdisait évidemment de participer à tout ce qui faisait envie. Cela était déjà vrai des symposia et des excursions qui précédaient ou suivaient la réunion de Montréal. Cela l'était aussi de la partie commune. Celle-ci durait une semaine, mais un grand nombre de séances se trouvait groupé du vendredi 11 au lundi 14 — trois jours de travail à peine, si l'on tient compte du dimanche. On a l'impression que l'activité des sections et des commissions s'inscrit dans une courbe simple : l'intérêt des communications croît très vite, et l'on arrive à un maximum qui dure deux jours. Après cela, le Congrès s'effiloche un peu. Durant les journées les plus pleines, on ne sait où donner de la tête, on est déçu de ne pouvoir suivre qu'une partie de ce pour quoi on s'est déplacé. Les ateliers — une initiative heureuse de ce Congrès — ont beaucoup souffert de la concurrence générale ainsi exercée.

Le Congrès de Montréal était du centenaire — le premier ayant eu lieu à Anvers en 1871. L'histoire de la géographie s'est donc trouvée à l'honneur — la grande séance du lundi matin lui était consacrée. Le nombre de travaux consacrés à l'évolution des idées et des institutions géographiques est demeuré cependant limité — on ne peut que le regretter. Certains étaient dans des sections où ils apparaissaient comme très marginaux.

À considérer les sections, les commissions et les symposia entre lesquels l'ensemble des communications s'est réparti, on risque de ne pas percevoir les courants les plus nouveaux. Ceux-ci ne peuvent encore s'exprimer dans une structure établie. À l'intérieur de chaque séance, on est d'ailleurs surpris de l'hétérogénéité des travaux présentés. Cela tient sans doute à l'évolution profonde de la discipline : malgré un effort pour tenir compte de la transformation de la logique du savoir, toutes les rubriques ne sont pas cohérentes, certaines font double emploi. Cela témoigne assurément de la mutation en profondeur qu'est en train de subir la géographie mondiale.

Les communications ont été publiées en 2 volumes sous le titre : *La géographie internationale 1972*. Tout ce qui a été dit n'y figure pas — en partie manquent des séances ajoutées au dernier moment, et où se sont exprimées des points de vue origi-

naux. Sur les 673 titres publiés dans ces volumes *, 490 regroupent les travaux des sections, 125 ceux des commissions, et 58 ceux des symposia. La division en sections est intéressante, car elle témoigne de la façon de comprendre la structure de la discipline. Par rapport au Congrès de New Delhi, le nombre total est resté inchangé, mais les modifications sont nombreuses. À la cartographie on a adjoint la télédétection, à la biogéographie, la pédologie. La géographie physique complexe a été fondue dans la géomorphologie. Le nombre des sections de géographie physique descend ainsi à trois. En géographie humaine, on supprime la géographie de la population, la section consacrée aux problèmes de l'enseignement et celle de géographie appliquée — mais des commissions traitent de ces problèmes. La géographie de l'habitat se scinde en géographie urbaine et géographie agraire, la géographie historique et politique se subdivise également. La géographie culturelle trouve enfin une place. Ce qui est plus nouveau et témoigne d'inquiétudes récentes, c'est la section consacrée à la qualité du milieu. Enfin, la section sur théorie et modèles témoigne des progrès de la réflexion générale.

La géographie physique regroupe 34% des communications. Elles sont si diverses qu'il est difficile d'y dégager des dominantes. Il faut cependant noter dans tout ce qui touche à la climatologie et à la biogéographie le souci de noter les bilans d'échanges d'énergie et de matière, ce qui semble indiquer que l'on s'achemine ainsi vers une géographie naturelle synthétique à fondement écologique. En matière de géomorphologie, la quantification fait des progrès.

Les rubriques de géographie humaine répondent à trois façons d'envisager la structure de la discipline : il est possible de l'analyser selon ses composantes logiques (ce qui conduit à parler de géographie historique, culturelle, politique et économique), selon le type d'objet à laquelle elle s'attache (ce qui justifie le trilogie géographie régionale, géographie rurale, géographie urbaine), selon les résonances qu'elle a dans la société actuelle (qualité du milieu). La répartition des communications est très variable selon ces rubriques. Parmi les divisions de nature logique, la géographie politique et la géographie culturelle ont suscité peu de travaux, ce qui traduit leur faible dynamisme (mais on sent, en géographie politique en particulier, qu'un renouveau se prépare). La géographie historique est gonflée par les communications de collègues anglo-saxons qui apportent de multiples contributions à la connaissance de la mise en valeur du monde au dix-neuvième siècle — mais le mouvement est un peu marginal. La géographie économique est de loin la section qui a le plus de succès — mais il est souvent difficile de dire par quoi elle se différencie de celle qui touche aux questions de théorie. C'est également l'impression qui se dégage à la lecture des travaux de géographie urbaine. En géographie rurale, les curiosités sont très variées, et vont de la typologie à l'économie, mais les études de paysages agraires qui ont tenu une si grande place au cours des années 1940 et 1950 ont presque totalement disparu. Le souci d'établir des typologies, très ancien lui aussi dans cette matière puisqu'il remonte aux travaux de Demangeon sur l'habitat rural, connaît un renouveau étonnant : en dehors même de la section qui s'attache à l'élaboration d'une typologie internationale, les travaux relatifs à ce problème abondent. La géographie régionale est bien représentée, mais elle se présente d'une manière particulièrement hétérogène. On y trouve à la fois des monographies classiques, une réflexion sur les critères classiques de division de l'espace, et deux directions nouvelles : en insistant sur la place du roman dans la perception des êtres territoriaux, on ouvre la porte aux recherches sur la subjectivité des divisions spatiales, sur leur source profonde, à savoir la conscience qu'en ont ceux qui les vivent. D'un autre point de vue, on rejoint, avec les réflexions sur la croissance, tout ce qui a trait aux théories et aux modèles.

Tout se passe donc comme si les anciennes catégories se dévalorisaient au profit de nouvelles : depuis une quinzaine d'années, les progrès de la réflexion théorique ont été tels qu'on commence à entrevoir ce qui fait l'unité profonde de la géographie humaine, et à s'attaquer directement aux problèmes qui se posent à ce

niveau. La section théorie et modèles ne joue cependant pas le rôle central qui aurait dû être le sien. Elle n'a pas réussi à attirer de communications très originales en ce qui touche les justifications de la démarche géographique : la séance consacrée aux problèmes épistémologiques a été terne. Toutes les autres ont été dominées par les débats méthodologiques. Il ne fait pas de doute qu'une section doit être réservée à tout ce qui touche aux instruments mathématiques et statistiques dont l'emploi devient de plus en plus nécessaire. Mais on a l'impression que, bien souvent, ceux qui raisonnent sur la méthode oublient les problèmes dont ils traitent, oublient la théorie. C'est ainsi que la section sur la théorie et les modèles donne une image de la géographie qui est déjà un peu vieillie, celle des années 1960 plus que celle des années 1970. Elle est trop marquée par le positivisme logique qui a triomphé dans les pays anglo-saxons durant les années de la révolution quantitative pour s'être réellement ouverte à de nouvelles inquiétudes.

Pour les percevoir, il fallait donc aller d'une commission à l'autre, bavarder dans les couloirs, écouter les doléances et les désillusions de beaucoup de jeunes. La géographie redécouvre l'homme, renonce au point de vue distant qu'on croyait imposé par la démarche scientifique, découvre qu'on ne peut comprendre les comportements sans sonder les âmes, s'interroger sur la perception, la décision, et les multiples formes de la régulation sociale. Pour le géographe averti, le Congrès de Montréal est déjà celui de la géographie des comportements, de la révolution post-quantitative, pour reprendre la belle expression de Kasperson. Mais tout ceci ne trouvait pas, dans la structure officielle des commissions et des sections, de lieu de regroupement, de cristallisation.

Cette géographie phénoménologique abandonne la réserve traditionnelle de la géographie universitaire. Elle s'intéresse aux problèmes du moment : c'est elle qui anime tous ceux qui se penchent sur la qualité de la vie, la lutte contre les pollutions. Elle n'est pas rétrospective. Le présent ne lui suffit même pas. Il lui faut le futur. C'est là un des thèmes dont il a été le plus question à Montréal. À trois reprises, l'attention a été attirée sur le problème. Elle l'a été d'abord le samedi 12, dans le cadre de la commission de géographie culturelle, lorsqu'on a évoqué la conférence sur les régions du futur qui s'était tenue à Montréal au mois de février 1972. Le thème mobilisait beaucoup de jeunes géographes, mais le contenu des communications a un peu déçu. L'attention a de nouveau été retenue par cette question lors de la séance consacrée aux recherches sur l'urbanisme futur, le mardi 15. La présidence confiée à Jean Gottman assurait de l'intérêt profond de la séance, cependant qu'Harry Swain apportait le témoignage de sa jeune expérience au ministère des Affaires Urbaines d'Ottawa. Le lendemain, dans le cadre de la section de géographie urbaine, Peter Hall confiait enfin les enseignements des recherches sur l'Europe en l'An 2000 dont les publications commencent à attirer l'attention des experts, comme celle du grand public. Torsten Hägerstrand, qui était rapporteur de la séance, élargissait le débat, et jetait les bases de la déontologie géographique moderne en s'interrogeant sur les responsabilités du géographe, et les limites de son pouvoir.

L'émergence d'inquiétudes nouvelles a provoqué ainsi un rapprochement sensible entre les points de vue de la géographie anglo-saxonne et ceux de la géographie de tradition continentale. Si la suprématie linguistique du groupe anglophone était incontestable, s'il tenait le devant de la scène dans nombre de domaines (sauf en géographie physique, où la situation de la géographie francophone apparaît plus solide), il se présentait comme un groupe inquiet, prêt à remettre en cause sa manière de concevoir la géographie, et soudain conscient de l'originalité de la géographie engagée qui se pratique souvent depuis la fin de la seconde guerre mondiale en Allemagne, en Italie et en France. Le 22^e Congrès de Géographie a vu ainsi s'accomplir, en marge des séances, un rapprochement entre les jeunes radicaux de la géographie nord-américaine, et les représentants plus traditionnellement politisés de la géographie européenne. Que donnera ce rapprochement ? Il faut attendre le Congrès de Moscou pour voir sur quoi il peut déboucher . . .

Le regard que j'ai jeté sur le Congrès de Montréal est un regard européen : il est probable que ce qui m'a frappé n'est pas ce qui a attiré l'attention de collègues nord-américains, africains ou asiatiques. Il est bien des nouveautés qui m'ont échappé. Mais il me semble que le Congrès n'a pas failli à sa mission essentielle : porter témoignage des transformations qui s'opèrent dans la géographie mondiale. Celles qui se développent depuis une quinzaine d'année déjà s'expriment à travers les commissions et les sections qui ont été créées pour les accueillir. Les plus récentes vivent encore un peu en marge, d'une vie parallèle. Les comptes-rendus de communication n'en portent que très épisodiquement la trace : on ne prend conscience de leur importance qu'en vivant le Congrès... et c'est pour cela que de 4 ans en 4 ans, le nombre de ceux qui se pressent dans ces réunions ne cesse de croître, comme aussi la masse des critiques formulées — mais peut-il y avoir des réunions parfaites, quand une partie de ce qui se dégage des séances n'est pas prévisible, que les Congrès sont de gigantesques happenings, et que la signification profonde qui s'en dégage tient pour partie au climat qui s'instaure, et colore de manière nouvelle des choses déjà vues ?

Paul CLAVAL,
Université de Paris-Nord